



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°104 – Semaine du 3 octobre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Performances RSE moyennes en 2024 des entreprises des pays nordiques
selon l'indice EcoVadis (sur 100 points) :

60,2

La Finlande occupe la première place mondiale, suivie par la Suède.
La Norvège, l'Islande et le Danemark font également partie du top 10.

Ce score est une synthèse des performances des entreprises dans quatre domaines :
l'environnement, le social et les droits humains, l'éthique et les achats responsables.

Source : [Performances RSE des entreprises, EcoVadis](#)

Pays nordiques

Les pays nordiques font partie des vingt-cinq pays les plus innovants en 2025. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a publié son classement 2025, lequel comprend près de 80 indicateurs allant des dépenses dans la recherche-développement aux opérations de capital-risque, en passant par les exportations de haute technologie et les dépôts de demandes de titres de propriété

intellectuelle. Cette étude évalue les performances en termes d'innovations de près de 140 pays dans le monde. Dans ce classement, les pays nordiques sont, pour la 5^{ème} année consécutive, positionnés parmi les vingt-cinq pays les plus innovants. Trois pays nordiques figurent dans le top 10 : la Suède est 2^{ème}, la Finlande 7^{ème} et le Danemark 9^{ème}. La Norvège occupe la 20^{ème} position et l'Islande la 24^{ème}.

Danemark

Dans le cadre de la Présidence danoise du Conseil de l'Union européenne, Copenhague a accueilli le 1^{er} octobre les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne pour un Conseil européen informel consacré notamment aux questions de défense.

Le lendemain s'est tenu le sommet de la communauté politique européenne. En amont du Conseil européen, le Président de la République Emmanuel Macron a pris part au sommet de Copenhague sur la compétitivité, aux côtés de la Première ministre danoise Mette Frederiksen, du Premier ministre polonais Donald Tusk et de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Lors de ce sommet, un rassemblement de 28 groupes européens a remis à la Première ministre danoise, en tant que cheffe du gouvernement exerçant la présidence, une déclaration par laquelle ces entreprises s'engagent à investir davantage en Europe, sous réserve que des réformes ambitieuses soient menées pour encourager l'innovation et les infrastructures technologiques, soutenir la transition écologique et garantir la sécurité. Parmi les signataires figurent Airbus, Thalès, MBDA, Schneider Electric, Novo Nordisk, Maersk, Siemens ou encore ASML.

Le Danemark devient le premier État souverain à émettre une obligation verte dans le cadre de la nouvelle norme européenne EUGBS.

Émise le 23 septembre dernier, cette obligation à 10 ans répond aux exigences du *European Union Green Bond Standard* (EUGBS), entré en vigueur en 2023, et dont le but est de garantir que les fonds levés sont dirigés vers des projets alignés sur la taxonomie verte de l'UE. L'émission porte sur un montant total de 7 Mds DKK (940 M€).

La Banque centrale (*Nationalbank*) du Danemark revoit à la baisse ses prévisions de croissance.

Il s'agit de la première révision opérée depuis sa publication de mars, qui établissait la croissance prévisionnelle du PIB danois à 3,6% en 2025. La Banque centrale estime désormais la croissance cette année à 2%,

tout comme en 2026 (contre 2,3% prévus en mars) et à 1,7% en 2027 (contre 2%). Plusieurs raisons sont invoquées parmi lesquelles la dégradation des perspectives du secteur pharmaceutique, principal moteur de l'expansion économique du Royaume, et la hausse des droits de douane avec les États-Unis. Cette dernière menace de fragiliser durablement la balance commerciale du pays : selon *Denmark Statistics*, plus de 70% des entreprises industrielles danoises estiment être touchées par les derniers droits de douane annoncés sur les importations de marchandises aux États-Unis, une minorité (3,6%) craignant d'être affectées très négativement. La Banque centrale estime cependant que l'économie danoise demeure globalement en bonne posture : l'inflation reste stable et contenue (1,9% prévus en 2025, 1,1% en 2026 et 1,8% en 2027) ; le taux de chômage demeure faible (2,9% selon *Denmark Statistics*, qui suit une méthodologie différente d'*Eurostat*, un niveau stable depuis 21 mois) et la consommation privée devrait augmenter suite à la réduction et à la suppression de différentes taxes annoncées dans le projet de loi de finances pour 2026. En marge du Conseil ECOFIN informel, la présidente de la Banque Centrale Européenne, Christine Lagarde, s'est dite elle aussi confiante quant à la solidité de l'économie danoise et à sa capacité à se maintenir malgré les difficultés du géant pharmaceutique *Novo Nordisk*.

Le gouvernement danois se prépare à une augmentation de la contribution du Danemark au budget européen pour les années 2028 à 2034.

Selon les estimations du ministère des Finances, la contribution danoise devrait augmenter de 26 Mds DKK (3,5 Mds €) à 43,25 Mds DKK (5,8 Mds €) – soit une hausse de 17,25 Mds DKK (2,31 Mds €) – par an, en partie parce que le Royaume ne bénéficierait plus des mêmes rabais sur sa contribution. Si le ministre Nicolai Wammen (parti social-démocrate) juge le montant de la future contribution « trop élevé », il indique que le gouvernement est prêt à financer un budget européen renforcé. Les oppositions sont divisées : le Parti populiste danois (DF) parle de « scandale » et réclame un veto ; l'Alliance libérale critique également l'augmentation, tandis que le parti Populaire socialiste (SF) la soutient afin de soutenir les ambitions de l'Union européenne.

Ørsted reprend la construction du parc éolien offshore *Revolution Wind* au large des États-Unis.

Le projet, quasiment terminé, avait été suspendu le 22 août par les autorités fédérales américaines qui invoquaient des enjeux de sécurité nationale. Après trente-deux jours d'interruption, et la décision d'un juge, il a été relancé avec l'aval des tribunaux américains, évitant de ce fait au groupe danois une perte de plusieurs milliards de couronnes. L'entreprise craint cependant la hausse des tarifs douaniers américains sur l'aluminium et l'acier et prévoit de nouvelles pertes et dépréciations.

Finlande

Le chômage a atteint 10% en août.

Ce niveau de taux corrigé des variations saisonnières n'avait pas été atteint depuis août 1998. Le taux de chômage réel est de 9,3%, soit +1,8 point de pourcentage par rapport à l'année dernière, et + 40 000 personnes au chômage. Il s'agit du deuxième niveau le plus élevé d'Europe après l'Espagne. Selon le ministère des Finances, le taux réel devrait atteindre 9,4% d'ici la fin de l'année, et passer à 9% en 2026, puis 8,4% en 2027. L'augmentation du chômage depuis 2022 est en partie due à la faible croissance et aux secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, qui peinent à se relancer après la crise énergétique de 2022. Le chômage touche aussi les diplômés d'études supérieures, qui représentent 20% des chômeurs.

Le ministère des Finances maintient sa prévision de croissance pour 2025.

La prévision d'automne, qui sous-tend le projet de budget pour 2026, repose sur une croissance du PIB de 1% pour 2025, alors que la plupart des agents économiques ont revu leurs prévisions à la baisse (ETLA et PTT prévoient respectivement 0,8% et 0,3%, la Banque de Finlande 0,3%). La croissance serait de 1,4% pour 2026 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin) et 1,7% (inchangé) en 2027. Le rebond serait porté par l'investissement public, mais aussi par la consommation et l'investissement privé. L'endettement public devrait dépasser 90% du PIB en 2029 (contre 86,9% en 2025).

L'assembleur automobile Valmet annonce un plan social avec 1 300 licenciements.

Le plan, motivé par le ralentissement économique du secteur automobile européen, concerne 7% des quelque 19 000 employés. En Finlande, sur 1 300 emplois, 1 075 sont potentiellement concernés. En septembre, Valmet Automotive a annoncé une nouvelle orientation stratégique, qui conduit à recentrer une partie de sa production vers de l'équipement de défense.

Royal Caribbean commande un navire de croisière au chantier Meyer Turku, et pose deux autres options.

Le chantier naval de Turku a produit deux navires de croisière de la classe Icon pour la Royal Caribbean (livrés en 2023 et 2025) et deux autres sont actuellement en construction. L'accord porte sur un cinquième Icon et prévoit en option deux autres. Depuis 1990, Meyer Turku a produit 25 navires de croisière pour Royal Caribbean. Les carnets de commandes (5,8 Mds € fin 2024) sont pleins jusqu'en 2027. La construction génère plus d'1 Md € de valeur ajoutée, soit 0,4% du PIB annuel du pays. La part de marché mondial détenue par le chantier finlandais dans ce segment est de 10%.

Selon Statistics Finland, les investissements directs finlandais en France ont augmenté de 156% entre 2023 et 2024.

Le stock d'IDE de la Finlande en France était d'un peu plus de 3 Mds € en 2024, contre 1,2 Md € en 2023. Le stock d'IDE français en Finlande s'est, quant à lui, contracté, passant de 3,1 Mds € en 2023 à 2,9 Mds € en 2024. À noter que la Banque de France annonce des montants plus faibles : en 2024, les IDE finlandais en France sont de 336 M€, et les IDE de la France en Finlande de 3,6 Mds €.

Islande

Faillite de la compagnie aérienne

Fly Play. La compagnie aérienne low-cost islandaise *Fly Play* a annoncé le 29 septembre 2025 à 10h cesser immédiatement l'ensemble de ses opérations et annuler tous ses vols, laissant de nombreux passagers sans solution. L'annonce de cette faillite fait suite à de nombreuses difficultés économiques : la compagnie aérienne avait annoncé cet été mettre fin à tous ses vols à destination des États-Unis, changer en profondeur la carte de destinations desservies et progressivement relocaliser son siège social et ses opérations vers Malte. Malgré ces changements, le nouveau modèle économique de l'entreprise n'a pas permis de résoudre une accumulation de difficultés financières, et les 400 employés de l'entreprise se retrouvent sans emploi. Des négociations en vue du transfert des avions de la flotte de *Fly Play* à sa filiale *Fly Play Europe* basée à Malte sont en cours.

L'inflation atteint 4,1% au mois de septembre 2025.

Selon les chiffres publiés par *Statistics Iceland*, l'inflation islandaise est estimée à 4,1 % pour septembre 2025. L'inflation se montre relativement stable en Islande depuis le début de l'année 2025, avec des variations marginales autour d'un niveau moyen à 4,08 % sur les trois premiers trimestres. Cette situation est conforme aux anticipations de la Banque centrale, dont le comité de la politique monétaire avait déclaré s'attendre à ce que le niveau de l'inflation reste proche de 4 % sur les derniers mois de l'année 2025. Depuis le 21 mai 2025, le taux directeur de la Banque centrale islandaise est de 7,5%.

Le taux de chômage remonte à 5,6% en août 2025.

Le taux de chômage islandais augmente de 2,4 points de pourcentage d'un mois sur l'autre et s'établit à 5,6 % en août 2025, selon le rapport mensuel de l'institut islandais des statistiques sur l'occupation professionnelle des 16-74 ans. Ce chiffre est plus élevé de 2,9 points de pourcentage qu'en août 2024. L'augmentation du taux de chômage s'observe sur l'ensemble de la population active mais touche particulièrement la tranche d'âge des 16-24 ans.

Le géant de la pêche *Brím* rachète *Lýsi*, entreprise spécialisée dans la

production d'huile de poisson.

L'entreprise de pêche *Brím* a annoncé le 25 septembre racheter l'ensemble des actions de l'entreprise *Lýsi*, principal producteur islandais d'huile de poisson, pour un montant total de 30 Mds ISK (210 M €). Cette vente, encore soumise à l'approbation des conseils d'administration des deux entreprises ainsi qu'à celle de l'autorité de la concurrence, permettrait à *Brím* d'étendre ses activités sur un nouveau segment de la chaîne de valeur du poisson, au-delà de la pêche, de la transformation alimentaire et du conditionnement. 95 % des ventes de *Lýsi* sont destinées à l'exportation vers une trentaine de pays pour les produits de consommation et vers environ 70 pays pour les marchandises en vrac.

Regain d'intérêt pour une autorisation de l'exploration pétrolière au large des côtes islandaises.

Un rapport récent de la chambre de commerce islandaise (*Viðskiptaráð*) sur les potentielles retombées économiques de l'exploitation d'hypothétiques ressources en pétrole dans le nord-est des eaux islandaises suscite d'importants débats quant à l'opportunité pour le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat d'émettre de nouvelles licences d'exploration pétrolière. Les premières prospections dans la région du Dreki datent de 1985, puis se sont poursuivies de 2012 à 2018 avant d'être interrompues faute de résultats particulièrement concluants. L'arrivée des verts-gauche au gouvernement en 2021 a mis fin à l'émission de ces licences, ce que remettent aujourd'hui en question les partisans de nouvelles campagnes de prospection pétrolière.

Hausse de 9,6% du nombre de nuitées hôtelières en août 2025.

Les hôtels islandais rapportent une augmentation annuelle de 9,6 % du nombre des nuitées comptabilisées au mois d'août 2025. Comme au mois de juillet 2025, le taux d'occupation des chambres était de 89 % sur l'ensemble du territoire. Cette augmentation de la fréquentation des hôtels s'observe sur l'ensemble du territoire, mais est la plus faible (+3,6 %) pour la région des Fjords de l'ouest. Les voyageurs islandais représentent 8,2 % des clients, un chiffre en baisse de 13,6% par rapport au mois d'août 2024.

Norvège

L'espace aérien norvégien violé trois fois pas la Russie depuis le début de l'année.

Le gouvernement a indiqué que l'espace aérien norvégien avait été violé à trois reprises par la Russie depuis le début de l'année, ceci pour la première fois depuis dix ans. Les incursions, d'une durée d'une à quatre minutes, ont toutes eu lieu dans le Finnmark, près de la frontière russe. Cette information a été révélée à la suite de la fermeture temporaire de l'aéroport d'Oslo Gardermoen dans la nuit du 22 au 23 septembre, en raison de la présence de drones de surveillance dans son espace aérien. La Norvège a annoncé une nouvelle coopération avec le Danemark pour mieux gérer la menace des drones. Le ministre de la Défense, Tore O. Sandvik, a rappelé que la sécurité du Royaume du Danemark était également celle de la Norvège.

Jens Stoltenberg favorable à une adhésion de la Norvège à l'UE.

Le ministre norvégien des Finances, Jens Stoltenberg, a fait part de son souhait de voir la Norvège intégrer l'Union européenne. « J'avais essayé de convaincre [mes compatriotes] d'adhérer en 1994, mais nous avons perdu », a déclaré M. Stoltenberg lors du *Warsaw Security Forum*, le 30 septembre. La tenue prochaine d'un troisième référendum sur cette question lui semble toutefois improbable.

Participation norvégienne au Conseil ECOFIN informel organisé par la Présidence danoise de l'Union européenne.

Le 20 septembre, le ministre des Finances, Jens Stoltenberg, a représenté la Norvège au conseil ECOFIN informel organisé par la Présidence danoise de l'Union européenne. Il y a défendu la préservation du marché intérieur européen et a mis en garde contre le renforcement des mesures commerciales protectionnistes dans le monde, rappelant que l'État de droit devait rester central dans les relations commerciales internationales. La secrétaire d'État qui l'accompagnait, Sissel Kruse Larsen, s'est ensuite entretenue avec plusieurs partenaires commerciaux, dont la France, la Suède et l'Allemagne, notamment au sujet des mesures de sauvegarde et de son impact sur l'unité du marché commun.

Position de la Norvège sur le MACF.

Le 26 septembre 2025, le ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, Andreas Bjelland Eriksen, a transmis les observations de son gouvernement à l'Union européenne dans le cadre d'une nouvelle consultation sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). La Norvège souligne l'importance d'assurer une méthodologie cohérente pour les émissions indirectes et celles liées à l'électricité importée. Elle rappelle que le mix électrique du reste de l'Europe renchérit les prix norvégiens de l'électricité en raison de la présence d'interconnexions reliant le marché norvégien de l'électricité au marché européen. Le pays plaide pour des *benchmarks* harmonisés entre le MACF et l'EU ETS (Emissions Trading System), et souhaite des règles incitant les pays tiers à décarboner leur production d'électricité. La Norvège prévoit d'introduire le MACF dès 2027.

Succès du nouveau dispositif de tarification nationale de l'électricité.

Le 24 septembre, le programme *Norgespris* a ouvert ses inscriptions, permettant aux foyers de bénéficier d'un prix fixe de l'énergie de 42,9€/MWh, TVA incluse. Près de 334 000 foyers se sont inscrits dès le premier jour. Une semaine plus tard, un ménage sur cinq et un tiers des propriétaires de résidences secondaires avaient souscrit à l'offre. La majorité des abonnés se situe dans le sud de la Norvège, où les prix de l'électricité sont les plus élevés. Cette mesure a également provoqué un recul du marché des panneaux solaires, en raison de la baisse de la demande pour des solutions moins coûteuses.

Projet de satellite franco-norvégien.

Space Norway et *Surrey Satellite Technology*, filiale d'*Airbus*, ont présenté le 21 septembre leur projet de satellites destinés à la surveillance en temps réel des eaux arctiques, lors de la *World Satellite Business Week* à Paris. Le projet prévoit le déploiement de six satellites. Le premier sera lancé à l'aide des infrastructures de *SpaceX*, tandis que les cinq autres pourraient partir depuis la base spatiale norvégienne d'Andøya.

Exclusion d'Eramet du Fonds souverain.

Le 11 septembre, le Fonds souverain norvégien a retiré ses participations du groupe français *Eramet*, en raison des risques environnementaux et sociaux présumés de sa mine de nickel d'Halmahera, en Indonésie. Cette décision fait suite à une recommandation formulée en mars par le conseil éthique du Fonds. Elle n'a pas d'influence sur les subventions publiques perçues par sa filiale norvégienne, *Eramet Norway*, qui continuera à recevoir près de 12 M€ d'aides publiques par an, via les agences *Enova* et *Innovation Norway*.

Microsoft investit 5,3 Mds€ pour la construction d'un nouveau centre de données à Narvik.

Le 17 septembre, le groupe *Aker* a annoncé un partenariat de cinq ans avec *Microsoft* pour développer de nouvelles infrastructures de stockage de données dans la région de Narvik. Le projet représente un investissement de 5,3 Mds€. Il s'inscrit dans le prolongement du partenariat *Aker-OpenAI-NVIDIA-Nscale* annoncé en juillet, lequel prévoit la construction du centre de données *Stargate Norway*, pour un montant de 860 M€.

30 Boeing commandés par Norwegian.

La compagnie aérienne *Norwegian* a annoncé avoir commandé 30 *Boeing 737 Max 8*, dont la livraison est prévue pour 2031. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise visant à renforcer sa présence en Europe et moderniser sa flotte. Elle dispose de 160 appareils, à 100% *Boeing*.

Consultation publique pour de nouvelles liaisons aériennes dans le sud de la Norvège.

Le ministère des Transports a lancé le 26 septembre une consultation publique sur le nouveau cahier des charges destiné aux lignes aériennes considérées comme essentielles dans les régions périphériques du sud du pays. Lorsqu'un marché ne permet pas de garantir une offre suffisante, l'État norvégien peut intégrer certaines liaisons dans un régime de service public, après mise en concurrence, afin de s'assurer que ces lignes restent opérationnelles et adaptées aux besoins économiques et sociaux des régions concernées. La mise en œuvre des nouveaux critères est prévue à compter du 1^{er} novembre 2027.

Suède

Le gouvernement présente un projet de loi de finances expansionniste pour 2026.

Le gouvernement suédois a présenté le 22 septembre 2025 son projet de loi budgétaire pour 2026, lequel prévoit 79 Mds SEK (environ 7,15 Mds €) de nouvelles dépenses, hors soutien à l'Ukraine et dépenses supplémentaires pour la défense. Près de 50 Mds SEK (4,5 Mds €) seront alloués à des réductions d'impôts et de taxes pour les entreprises et les ménages. Le gouvernement a annoncé une baisse temporaire, entre avril 2026 et fin 2027, de la TVA sur les produits alimentaires, dont le taux passera de 12% à 6%, ainsi qu'une baisse de cotisations patronales sur l'emploi des jeunes et une imposition réduite sur les salaires et les retraites. Selon la ministre des Finances, Elisabeth Svantesson (Modérés), ces mesures permettront de soutenir la reprise de l'économie. Outre ces mesures, le gouvernement prévoit également de consacrer 12 Mds SEK (1,1 Md€) au renforcement des dépenses de défense et 36 Mds SEK (3,3 Mds €) au soutien à l'Ukraine, portant de fait, en cumulé, les dépenses nouvelles totales (y compris défense et ukraine) à 127 Mds SEK (11,5 Mds €). Le déficit public devrait se creuser et atteindre 167 Mds SEK (environ 15 Mds €) l'an prochain, soit 2,4% du PIB, pour une dette publique en hausse à 35,8% du PIB. L'annonce de ces décisions intervient à un an des élections législatives prévues en septembre 2026.

La banque centrale baisse son principal taux directeur de 0,25 point de pourcentage.

La *Riksbank* abaisse son taux directeur de 2 % à 1,75 % à partir du 1^{er} octobre. Le gouverneur de la banque centrale, Erik Thedéen, a déclaré que cette baisse de taux visait à stimuler la demande, dans un contexte d'appréciation de la couronne suédoise par rapport au dollar et de stabilité des prévisions d'inflation hors effet des taux d'intérêt (2,6% pour 2025 et en-dessous de l'objectif de 2% pour 2026). Les analystes tablent sur une stabilisation du taux directeur à 1,75% jusqu'à la fin de l'année.

Les dépenses des ménages alimentent la reprise économique en Suède.

Selon l'Institut national de recherche économique (*Konjunkturinstitut-*

KI), la consommation des ménages a augmenté progressivement pendant quatre trimestres consécutifs, devenant ainsi un moteur clé de la reprise économique attendue en Suède au second semestre 2025. Soutenu par l'augmentation des dépenses publiques annoncée par le gouvernement, ce mouvement devrait se poursuivre en 2026. *KI* prévoit une croissance du PIB de 0,9 % en 2025 et de 2,6 % en 2026, tandis que le gouvernement anticipe une croissance de 3,1% pour 2026.

Découverte d'un important gisement de manganèse dans la baie de Bottenviken.

Scandinavian Ocean Minerals (SOM) annonce avoir identifié un gisement de manganèse dans les fonds marins de la baie de Bottenviken (région du Västerbotten). Sa valeur serait estimée entre 2 et 3 Mds SEK par an (180 à 270 M€). La création d'une fonderie dans les ports de Skellefteå ou de Piteå pourrait créer 300 emplois directs et autant d'emplois indirects.

Safran signe un contrat de 488 M SEK (45 M€) avec la FMV suédoise.

Safran Electronics & Defense a conclu un accord avec la *FMV* (agence suédoise chargée de l'acquisition d'équipements et services pour les forces armées) pour la livraison d'un nouveau système de contrôle de tir à l'armée suédoise, dont les premiers équipements – constitués principalement de jumelles optroniques – seront livrés au printemps 2026.

SAS et Air France-KLM étendent leur partenariat.

Air France-KLM apposera son code « AF » sur les vols transatlantiques sans escale opérés par SAS. Ce nouvel accord permettra aux clients d'accéder plus facilement à des destinations aux États-Unis, via une escale dans les principaux hubs scandinaves (Stockholm, Copenhague et Oslo). Pour mémoire, *Air France-KLM* prévoit de porter sa participation au capital de SAS de 19,9% à 60,5% au T2 2026 en reprenant l'intégralité des parts détenues par l'américain *Castlelake* et le danois *Lind Invest*.

Ericsson conclut un contrat de 12,5 Mds SEK (1,13 Mds€) avec Vodafone Three.

Le groupe de télécommunications suédois a signé un accord de huit ans avec la *joint-venture* britannique entre *Vodafone* et *Three*. *Ericsson* deviendra ainsi le fournisseur exclusif du réseau central de *Vodafone Three* et fournira également la majorité des autres composants du réseau mobile britannique de la société. *Vodafone Three*, qui dessert environ 29 M de clients mobiles, bénéficiera de la couverture radio et du réseau central d'*Ericsson* dans les quatre villes suivantes du Royaume-Uni : Londres, Édimbourg, Cardiff et Belfast. La couverture s'étendra également à d'autres grands centres urbains, notamment Leeds, Sheffield, Bristol, Aberdeen, Hull et Bournemouth.

L'acquisition d'une large part des actifs de Northvolt par Lyten, annoncée le 7 août, est approuvée par l'ISP.

L'Inspection des produits stratégiques (*Sw. Inspektionen för strategiska produkter/ ISP*) qui contrôle les Investissements directs étrangers (IDE) en Suède a approuvé l'acquisition de l'essentiel des actifs de la société suédoise en faillite *Northvolt* par la société américaine *Lyten*. Toutes les autorisations nécessaires ayant été obtenues, la transaction devrait être finalisée au plus tôt le 15 octobre. *Lyten* aurait l'intention de se concentrer à court terme sur la production de batteries à usage militaire, en s'appuyant sur son travail actuel de développement de batteries pour drones destinées à l'industrie de la défense.

Noba Bank fait son entrée à la bourse de Stockholm, avec une valorisation de 3,2 Mds€.

L'actionnaire principal, *Nordic Capital*, a levé 7,6 Mds SEK (688 M €) le 26 septembre. Suite à l'introduction en bourse, la banque en ligne est valorisée à 35 Mds SEK (3,16 Mds €). Cette cotation constitue la plus importante opération d'introduction à la bourse de Stockholm cette année (en attente de l'IPO annoncée de *Verisure*). Selon *EY* et *PwC*, les onze opérations qui ont eu lieu sur la place boursière suédoise au premier semestre ont engendré une levée cumulée d'environ 1,9 Md €, soit 53% des capitaux levés en Europe sur cette période.

Daniel Ek quittera la direction générale de Spotify en 2026 mais restera Président exécutif.

Dans une note aux salariés et communiquée par le groupe, Daniel Ek, co-fondateur et PDG de l'entreprise depuis sa création en 2006, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions de directeur général à partir du 1^{er} janvier 2026 et serait remplacé par un binôme composé d'Alex Norström et Gustav Söderström, tous deux co-présidents de *Spotify* (présents depuis plus de 15 ans dans le groupe, lequel fêtera sa 20^{ème} année d'existence en 2026). Daniel Ek occupera les fonctions de président exécutif de *Spotify*.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,0	-0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

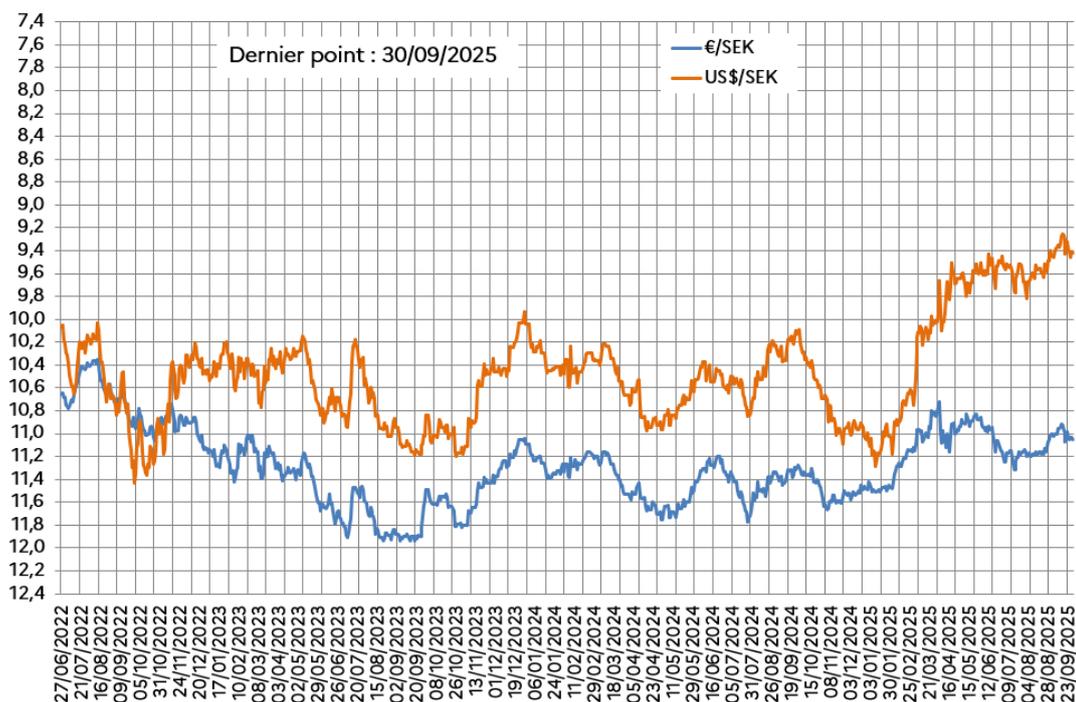
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

Sources : [OCDE](#)

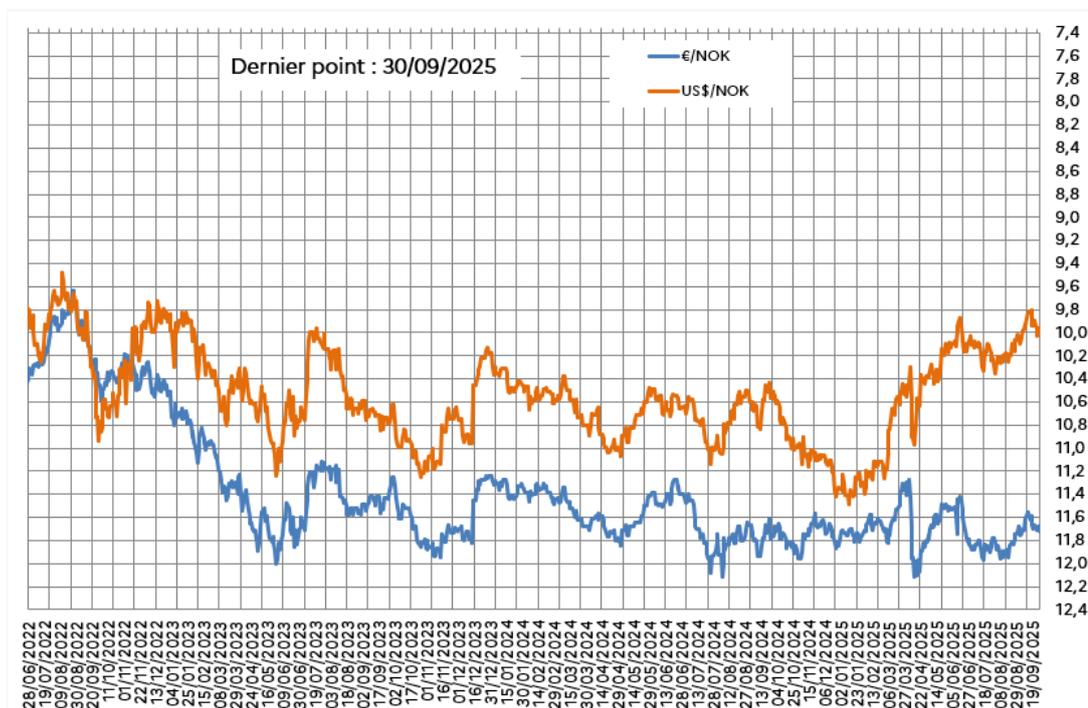
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr